Communiqué de presse du 10 décembre 2008

C'est avec consternation que l'AFPEP-SNPP a pris connaissance de l'intervention du Président de la République sur la psychiatrie à Antony. Nous restons scandalisés devant tant de déni, dedémagogie et d'ignorance.

- Pas un mot sur la dégradation programmée ces dernières années des conditions de travail en psychiatrie : manque de lits pour accueillir dignement les malades et manque de personnel qualifié pour les soigner efficacement avec des conditions de travail décentes.

- Pas un mot sur l'immense majorité des malades mentaux en mal de soin qui se retrouvent abandonnés dans les rues ou en prison.

- Seule une soi-disant sécurisation contre-productive, basée sur des réactions primaires, a droit à son attention faisant fi de la législation existante et des débats approfondis qui ont eu lieu depuis 1838 entre des personnalités compétentes sur cette question complexe.

Nous sommes indignés qu'un pouvoir politique qui a laissé s'aggraver les conditions de précarité en psychiatrie, mette ainsi en danger le lien entre les citoyens en s'appuyant sur la peur de l'autre, dont celle, injustifiée, des malades mentaux ainsi stigmatisés ; nous rappelons qu'à l'évidence, ce qui soigne de manière préventive et curative se nourrit justement de ce lien alors que la peur engendre la méfiance, le repli sur soi, l'agressivité et la violence.

Quel mépris pour la commission Couty qui nous a mobilisés, comme tant d'acteurs de la Psychiatrie, depuis juillet à l'initiative de la Ministre ! Ces professionnels se trouvent bafoués en quelques minutes par un discours arrogant laissant croire que quelques mesures techniques simplistes, rétrogrades et dégradantes pourraient résoudre une question humaine aussi délicate.

En ce jour du 60e anniversaire de la déclaration universelle des droits humains, l'AFPEP-SNPP s'engage à soutenir cette levée de boucliers devant la véritable provocation que constituent les propos intolérables du Chef de l'État.